

## **Quand un dialogue peut être une diversion. Jeu et manipulation de l'élite politique dirigeante en Afrique francophone.**

**BAHDON Abdillahi Mohamed**

### **Introduction**

À la fin des années 1990, l'Afrique noire était entrée dans une période de changement constitutionnel. Une certaine euphorie avait gagné certains africanistes comme Akindès Francis, Amadou A. et Quantin Patrick ont rapidement évoqué le changement démocratique. Trente ans plus tard, en dehors du Bénin et des îles du Cap Vert et du Ghana, les résultats ne sont pas positifs dans la sphère politique et dans le fonctionnement institutionnel pour beaucoup de pays d'Afrique francophone. On assiste à la mise en place de régimes hybrides dans de nombreux pays qui font penser à la continuité de régimes autoritaires.

Dès les troisièmes élections présidentielles pluralistes, la personnalisation du pouvoir présidentiel est reprise par la suppression de la disposition constitutionnelle qui limite le mandat présidentiel à deux dans beaucoup de pays à l'exception du Bénin et du Mali. Contrairement à ce qu'affirme Jacques Boguenard, le changement constitutionnel et politique dans les pays africains intervient à un moment où il y a un épuisement de la démocratie représentative.

De telles révisions constitutionnelles, à visée personnelle, permettant à un président de se présenter aux élections présidentielles plus de deux mandats alors que la Constitution a limité à deux mandats. Elles ont eu lieu au Cameroun, au Tchad, en Côte d'Ivoire, en Guinée Conakry, en République de Djibouti..., à la suite de l'éclatement des crises institutionnelles, politiques et sociales. L'opposition politique, la diaspora et la société civile manifestent contre ces révisions qui, au lieu d'apaiser les tensions dans des sociétés aussi complexes, soumises à la pression d'entreprises occidentales et asiatiques telles que le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce, ont exacerbé les affrontements entre un pouvoir personnel et une société opposée à la manipulation du texte fondamental de l'organisation de l'Etat et des règles de son fonctionnement institutionnel et politique. Il ne s'agissait pas de réformes visant à renforcer les processus de changement, par exemple en donnant plus de participation aux citoyens, en respectant les processus électoraux. Les gouvernements ont opté pour la répression. La répression est redevenue une manière de gouverner le pays et la société. A la tête de ces gouvernements, il y a des présidents au pouvoir depuis plus de 15, 20 ou 30 ou 40 ans comme le Président du Cameroun, Paul Biya, en remplaçant le Président Ahmadou Ahidjo, qui a démissionné en 1982.

Mais, pourraient-ils continuer à régner sur la base l'institutionnalisation de corruption et de la violence contre les populations? La violence use aussi l'élite politique dirigeante.

Face au dilemme, ouvrir le régime ou poursuivre dans la violence contre le peuple, l'élite dirigeante a opté pour le dialogue. Et du coup comme un effet de mode, dans plusieurs pays d'expression francophone, il y a l'organisation de dialogues. Cependant, un tel dialogue n'a pas lieu dans tous les pays africains. Il semble que ce soit une exclusivité de la partie francophone.

Qu'est-ce un dialogue ? Selon Berghof Foundation, le dialogue national serait « un processus politique géré au niveau national. Il vise à générer un consensus au sein d'une large gamme d'acteurs nationaux en cas de grave crise politique, après un conflit ou lors d'une transition politique importante».

Est-ce une action de communication, déguisée, destinée aux partenaires externes et occidentaux en particulier qu'une action interne? Est-elle action téléguidée de l'extérieur ?

### **Dialogue ou une action de communication**

Un dialogue implique plusieurs participants.es, tant politiques qu'acteurs.es de la société civile alors qu'une action de communication est unidirectionnelle ; une action du pouvoir politique destinée à l'opinion publique.

Mais selon le contexte et la situation politique cette différence n'a plus lieu d'être. Beaucoup de gouvernements africains ne communiquent pas avec les citoyens.es. En République de Djibouti, un séminaire de réflexion sur l'action gouvernementale est organisé en 2002. C'est une rencontre où interviennent les ministres sur la gestion de leurs ministères, retransmise à la télévision nationale. Le président, chef du gouvernement, a aussi pris la parole. Quelques citoyens.es, sélectionnées selon des critères subjectifs, sont intervenus.es en posant directement des questions aux ministres. Après trois séminaires, le silence est revenu.

Si le dialogue est un moyen noble de relations sociales apaisées, son recours en période de crise socio-politique par un régime autoritaire soulève de nombreuses questions. En effet, les présidents prennent l'initiative en convoquant un dialogue à un moment de crise politique grave, qui affecte le fonctionnement des institutions (cas du Bénin), l'intégrité territoriale (cas du Cameroun) ou les difficultés à faire face à la dégradation de la situation socio-économique., l'instabilité politique (cas du Mali) avec ses impacts sur l'économie nationale. Sur ce point, Lokengo Antshuke Ngongo constate qu' « il est plus raisonnable pour les protagonistes de chercher le consensus avant l'éclatement d'un conflit armé que de le chercher après. Rechercher le consensus après un conflit paraît paradoxal surtout lorsqu'on a déjà brutalement et sauvagement arraché la vie à plusieurs innocents ». En effet, l'organisation d'un dialogue ne soulève pas seulement la crise politique dans le pays, mais surtout la gestion du pouvoir dans la cité.

Convoqués par les Présidents en exercice, les dialogues constituent un acte de leur pouvoir en tant que chef de l'État, chef des armées et dans de nombreux cas, chef du gouvernement comme en République de Djibouti. Les demandes de l'opposition de réfléchir à une sortie de crise dans le pays par un dialogue et dans la société sont rejetées par le gouvernement et le parti ou la coalition présidentielle. Accepter une telle proposition, c'est «perdre» sa légitimité et son contrôle sur la vie socio-politique du pays.

Pour illustrer cette modeste analyse, nous appuierons essentiellement sur la situation de trois pays : le Cameroun, le Tchad et la Guinée Conakry. Ce sont trois contextes différents. Cependant ils ont en commun la nature de leurs régimes : autoritaires avec des présidents, qui règnent depuis plus de trois décennies (Cameroun et Tchad) et

l'installation d'une présidence à vie en Guinée Conakry avant le coup d'Etat en septembre 2021. Quelques références avec d'autres pays du continent s'imposent.

Les présidents n'ont pas été élus dans le cadre d'un processus électoral libre et transparent. Leur gouvernance est basée sur la violence et la répression contre l'opposition et la population civile. Comme l'ont observé et analysé, les politologues africains.es comme Eteki, Mbembe ; ce sont des dirigeants qui s'appuient sur une forme violente de l'autoritarisme et de la mauvaise gestion des institutions politiques et sociales du pays.

Au Cameroun, l'une des causes du dialogue est la grave crise économique, la rébellion et l'intention de séparation des zones anglophones du pays au Sud-Ouest et au Nord-Ouest, représentant environ 20 % de la population nationale. Après le rejet par le gouvernement de toute négociation, les séparatistes ont « créé » la République d'Ambozonie, en s'appuyant sur une rébellion armée et ont affronté l'Armée nationale. Plus de 3 000 personnes sont mortes, grièvement blessées, des milliers de personnes, de familles déplacées, de filles ou de celles qui n'ont pas pu continuer leurs études.

Paul Biya gouverne le pays depuis novembre 1982. Il a été le seul candidat aux élections présidentielles de 1984 et 1988. Comme d'autres dirigeants d'Afrique francophone, il a accepté l'organisation d'élections présidentielles pluralistes, mais sans penser à les perdre. Il a été élu en 1992, 1997, 2004, 2011, 2018. Il n'a pas l'intention de le quitter. Il a 88 ans. Utilisant les forces militaires et la répression, les auteurs de la réponse finissent en prison comme le dernier opposant, Maurice Kamto, Professeur de droit public, était leur ministre délégué à la Justice avant de passer dans l'opposition et de créer son parti politique, le Mouvement de la Renaissance camerounaise. Ce fut une grande surprise pour la population qu'un régime autoritaire décide d'ouvrir un dialogue. Mais elle n'attend pas non plus grand-chose d'une mise en scène d'un tel régime.

En Guinée Conakry, où il y a eu un coup d'État le 5 septembre 2021, est un pays où les interventions des militaires ont marqué la vie politique et sociale depuis 1984. Le deuxième président civil, élu, est le président récemment évincé, Alpha Condé. Il était un opposant de tous les présidents depuis les années 1960. Il a vécu en exil en France. Il a été élu lors d'une présidentielle serrée en 2010 avec 52,5% des voix au second tour face à Cellou Dalein Diallo, ancien Premier ministre. C'était son premier mandat. Dans le premier discours du candidat élu, il a affirmé qu'il était «le président du changement pour le bien de tous, de la réconciliation nationale et du progrès pour tous». En 2015, selon la Cour constitutionnelle, il a remporté les élections au premier tour avec 57,84 % des voix contre 31,45 % pour son adversaire Cellou Dalein Diallo. Comme d'autres dirigeants d'Afrique subsaharienne, Alpha Condé a succombé à la tentation de modifier la constitution pour briguer un troisième mandat. Tout commence par le contrôle de la date d'organisation des élections législatives, qui devraient avoir lieu en septembre 2019 ; sa date a été repoussée à plusieurs reprises. La stratégie politique était d'obtenir un parlement contrôlé par son parti. Pour la modification de la constitution, il a choisi l'option référentielle au lieu de passer par la voie parlementaire. Comme d'autres oppositions et sociétés civiles, celles de Guinée Conakry ont rejeté cette modification. L'opposition et la société civile ont créé le Mouvement du Front national pour la

Défense de la Constitution (MFNDC). En octobre 2020, après avoir adopté, il se présente pour la troisième fois aux élections présidentielles. Sans surprise il a gagné, mais le même adversaire lors des deux dernières élections a été proclamé vainqueur sans attendre l'annonce des résultats par les instances habilitées. Des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour soutenir le discours de l'opposition. Celui-ci a été arrêté à son domicile. Dans ce pays, après l'annonce des résultats, il y a toujours des affrontements entre les forces de sécurité et les manifestants et leaders de l'opposition. Trois élections marquées par des tensions politiques, l'arrestation et la mort de manifestants, des leaders de l'opposition arrêtés en prison, des journalistes de la presse indépendante ont également subi cette répression. Le président surprend l'opinion publique et en partie l'opposition en adoptant un décret instaurant un dialogue institutionnel, politique et social. Plus qu'un dialogue, c'est une plateforme d'échanges pour organiser des plénières thématiques.

Au Tchad, nous nous trouvons dans la même situation sociopolitique du Cameroun (une longue dictature) et de la Guinée Conakry (les coups d'état). La vie politique est marquée par plusieurs interventions de l'armée en 1975, 1982 et 1990 et plusieurs tentatives de coup d'État. Idriss Déby Etno est le président a régné pendant plus de 30 ans après le coup d'État qui l'a porté au pouvoir avec la complicité des services secrets français. Ces services et l'armée française stationnée dans le pays l'ont soutenu face aux rébellions armées en 2019 et 2020. Ce pays a été une pièce maîtresse dans la lutte contre ce qu'on a appelé la guerre contre le terrorisme au Sahel et au Sahara par les pays occidentaux et notamment la France, ancienne puissance coloniale. A la différence du Cameroun et de la Guinée Conakry, le débat tournait autour de la composition et de la direction du comité d'organisation. C'est un contexte différent, au gouvernement présidé par un jeune général de 37 ans, qui dirige le pays depuis avril 2021. Sa composition est à majorité militaire. Un Premier ministre civil a été nommé. Pressions extérieures ou relations publiques, le général Mahamat Idriss Déby a confié au gouvernement l'organisation d'un dialogue national, qualifié d'inclusif, incluant les mouvements politico-militaires. Le dialogue aura lieu en novembre et décembre 2022. Jouant sa diplomatie de soft power, le Qatar accueille un pré-dialogue entre les différences forces politiques, armés et civiles a débuté en début mars 2022. L'opposition entre les forces, et surtout les politico-militaires et les civils, risque d'allonger encore quelques mois à tel point que l'élection présidentielle, prévue en 2023, soit reportée.

En République de Djibouti, où une grave crise postélectorale a eu lieu en 2003, même si elle n'a pas atteint la même proportion qu'au Kenya en 2008 et en Côte d'Ivoire en 2010. La coalition de l'opposition, l'Union pour le Salut National regroupant plusieurs partis, a rejeté les résultats des élections législatives du 23 février 2013. Se présentant comme gagnante, les députés de l'USN ont refusé d'occuper leurs sièges à l'Assemblée Nationale. Le pouvoir recourt à la répression contre les membres de cette coalition ; certains ont été emprisonnés. Ne pouvant pas continuer avec la répression, le pouvoir propose à la coalition un dialogue en 2014. Pour le pouvoir, c'était plus un moyen pour diviser et divertir les partis de la coalition, mais aussi une franche importante de l'opinion publique acquise aux idées de l'opposition. En fait, le pouvoir a organisé une discussion avec des membres de sa coalition. Ce que le pouvoir a appelé un dialogue n'a pas donné lieu à des actes concrets sur le plan institutionnel (le statut de l'opposition

n'a pas été adopté) et politique (la tension a baissé d'intensité, les députés de l'USN ont occupé leurs sièges à l'Assemblée Nationale.

La différence entre un dialogue et un spectacle réside dans le sérieux des dirigeants du pays. La gestion d'un pays doit prévenir les situations de crise.

D'après les spécialistes des pays du Nord il y aurait un besoin d'un dialogue national quand il y a un quand la société civile et l'Etat ne communiquent pas, qu'il y a un dysfonctionnement institutionnel et parlent de confiance au gouvernement, ses représentants et les institutions. C'est encore un schéma surréaliste pour les systèmes politiques africains, car ce sont des systèmes autoritaires où le dialogue ne pourra fonctionner. Un dialogue est possible lorsqu'il y a un respect du cadre constitutionnel, par exemple en évitant de manipuler la loi suprême et en respectant les droits civils, humains et politiques des citoyens.es sans oublier les droits de l'opposition politique, dont la participation aux élections dites pluralistes et transparentes.

Le spectacle est destiné à l'extérieur, car c'est un acte de relations publiques d'un gouvernement, qui attend le soutien des gouvernements occidentaux et de leurs institutions comme la Banque Mondiale et le FMI. Le spectacle donne ce que l'on peut dire sans conviction. Il a lieu sans une volonté du pouvoir en place.

### **Une rencontre organisée sous la pression extérieure**

Comme dans les années 1990, il faut souligner la pression de l'étranger, et en particulier de la France comme constatent Loada Augustin, Wheatley Jonathan, « les acteurs de ces processus (de changement de régime) ne sont pas seulement internes. Ils sont aussi externes ».

Les dialogues ont lieu dans les anciennes colonies de ce pays, qui a encore une forte influence sur les économies et l'élite politique de ces pays. Ce n'est pas le cas ni dans les pays anglophones ni dans les pays lusophones. Les dialogues, qui ont lieu dans certains pays francophones, ne sont-ils pas une autre farce de l'élite gouvernante aux citoyens.es, laquelle se recompose comme dans les années 1990 où la fameuse expression « transition à la démocratie », chère à beaucoup d'africanistes, lui a servi d'alibi. Le gouvernement français, qu'il soit de droite ou de gauche, réagit aux coups, réclamant la volonté de dialogue, réitérant sa condamnation du recours à toute forme de violence, mais en soutenant la violence de certains militaires comme Idriss Déby ou les ex présidentsBurkinabè et Togolais Gnassingbé Eyadéma ou encore l'actuel président Ivoirien Alassane Ouattara.

Pour l'homme de la rue, qui ne voit pas en quoi ce discours change son quotidien, c'est une hypocrisie de la diplomatie française. Ce pays est à la fois un pyromane, soutenant les dictateurs, sans critiquer la violation flagrante des droits de l'homme, et un pompier, qui les incite à organiser des élections le plus rapidement possible comme au Mali et des dialogues pour détourner les vrais problèmes socio-économiques de ces pays.

Selon divers analystes de la vie politique du Cameroun, c'est sur la pression de la France, ancienne puissance coloniale, que le président Biya organise ce qu'il a appelé un

«grand dialogue national» du 30 septembre au 4 octobre 2019, dont les objectifs, selon lui: «d'examiner les voies et moyens de répondre aux aspirations profondes des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, mais aussi des autres composantes de notre Nation». Christophe Mien Zok, directeur de l'information au Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) affirmait que « c'est une vraie victoire politique pour lui ». En fait tout commence par une demande de médiation des séparatistes à l'ambassade de Suisse à Yaoundé. En avril 2019, Paul Biya accepte le rôle de facilitateur de la Confédération Helvétique. Ce pays n'a de politique africaine. Plus que sa neutralité, ce qui l'a poussé à jouer tel rôle est sans doute le fait que le président camerounais passe une grande de l'année en Suisse pour se soigner. Le dialogue a été présidé par le Premier ministre comme en Guinée Conakry.

En Guinée Conakry, le secrétariat permanent de la plateforme comprend deux représentants de l'opposition, deux personnalités de la majorité, et des représentants de la société civile et du gouvernement.

Au Tchad, les autorités ont convoqué ce qu'elles appellent un dialogue inclusif, plus que dans les deux autres pays, des organisations de la société et des mouvements rebelles y participent. Mais il y avait des doutes sur l'efficacité de cette plateforme, car le secrétariat n'était pas indépendant.

Au Cameroun, les dirigeants des régions anglo-saxonnes n'ont pas pu participer, certains étaient dans les prisons du pays, d'autres en exil. Si pour les partis au pouvoir et d'opposition, en attente d'accéder au pouvoir suprême, ils ont exprimé leur soutien, pour Herman Bah, un leader ambazonien en exil affirmait que « ce monologue a été un acte de relations publiques ». L'opposant Maurice Kamto a été libéré sous la pression du gouvernement français. Paul Biya comme d'autres présidents de la mafia francafricaine exécutent des politiques qui maintiennent dans la violence et la dénégation de la dignité des peuples africains.

Dans le cas guinéen, l'illustration de l'intervention française était une lettre envoyée au président guinéen. Comme au Cameroun, le président français Emmanuel Macron a appelé à la réconciliation comme l'une des tâches du troisième mandat du leader réélu, Alpha Condé.

Au Tchad, comme au Gabon et au Togo, il y a une logique monarchique de la conquête et de la conservation du pouvoir politique. La pression du gouvernement français a poussé le jeune président du Conseil militaire de transition à s'organiser un dialogue. Le gouvernement français n'a pas condamné la prise du pouvoir par le fils du défunt président. La prise de pouvoir par un fils de l'ex président a entraîné des manifestations, de protestations dans les rues de la capitale. Face au rejet de l'opposition et des organisations de la société civile, le gouvernement militaire a réprimé les manifestants.es violemment. Les forces de sécurité et de l'armée tchadiennes ont utilisé la violence contre des citoyens.es demandant le respect de la constitution. La France a conseillé aux nouvelles autorités d'ouvrir un dialogue. L'illustration de l'intervention française pourrait être le discours du président du Conseil militaire de transition, qui a reçu un soutien massif des alliés à une stabilisation économique durement touchée par un contexte sécuritaire, qui est en fait au profit des intérêts français.

Ce dialogue ou cette diversion de l'élite dirigeante n'est pas le seul fait des pays dirigés par des régimes dictatoriaux et/ou de monarchies (succession de père en fils comme au Gabon et Togo).

C'est aussi un fait qu'on trouve, certes rarement, dans des pays où l'alternance au sommet de l'Etat se passe sans grandes difficultés comme au Bénin et au Sénégal; même si ces deux dernières décennies, l'alternance soulève les acteurs de la société civile. On note aussi le retour à une pratique politique, celle de la domination du Parti Socialiste ou d'un homme politique. Après sa victoire en 2019 pour un second mandat, l'actuel président Macky Sall a organisé un dialogue national dans un contexte de fortes tensions politiques. En effet, l'ancien maire de Dakar, Khalifa Sall, a été jugé dans une affaire de corruption et emprisonné ; ce qui ne lui a pas permis de se présenter aux élections présidentielles. Quant à l'ancien ministre, Karim Wade, fils du président Abdoulaye Wade, il a été poursuivi pour détournement de fonds publics. Son procès fut un règlement de compte du président Macky Sall ; ces deux personnages ont été ministres durant la présidence d'Abdoulaye Wade. En pleine crise politique, le gouvernement convoque un dialogue national le 31 mai 2023. On pourrait penser que c'est un moyen pour apaiser la forte tension politique que traversait le pays. Toutefois, selon les termes de Babacar Ndiaye, directeur de la Recherche et des Publications du centre de réflexion WATHI : « On ne sait pas vraiment de quoi on va parler ». Après sa peine de prison, il s'est exilé dans un pays, devenant ainsi un exilé politique. L'opposition a en outre rejeté la légitimité de la victoire du président sortant. Mais c'est le troisième homme de cette élection, Ousman Sonko, qui a manifesté son opposition au dialogue, considérant une « mise en scène ». Le président Macky Sall est accusé de favoriser son frère dans l'attribution des licences pour gestion du secteur du gaz et du pétrole. En effet, son frère occupe un poste important dans le gouvernement pour l'attribution des licences d'exploitation des gisements du gaz et du pétrole aux larges des côtes sénégalaises.

L'autre pays où on assiste à un déclin de l'image positive qu'il a donné au continent noir dans les années 1990 est le Bénin. Avec l'élection d'un entrepreneur, l'actuel président Patrice Talon ; élu en 2016 et réélu en 2021, le consensus politique est rompu. Mais sans doute pour un développement socioéconomique, le quatrième président, Patrice Talon, a introduit une forme d'autoritarisme sur l'action et dans le jeu politique. Des opposants politiques se sont exilés à l'image l'ancien président Yayi Boni qui l'a précédé à la tête du pays tandis que d'autres sont emprisonnés. Dans un pays divisé, la dernière élection présidentielle, dont les hommes politique n'ont pu se présenter ; la voie pour un deuxième mandat était « libre », ce qui a rendu cette élection comme une mascarade ; une élection très contestée par l'opposition politique et la société civile. Elu dès le premier tour comme on dit en Afrique de l'Ouest, « coup ko » avec 85% des suffrages exprimés. C'est dans un contexte sociopolitique tendu que le président lance ce qu'il a appelé un « dialogue politique » pour « résoudre des problèmes spécifiques et purement politiques. Ce dialogue ne postule pas qu'on débattre de ces questions devant la nation et que tout le monde s'y invite. La politique et les réajustements politiques ne sont pas l'affaire de la société civile ni du clergé », selon Alain Orounla, l'ex ministre de la Communication du Bénin.

S'il n'est pas sous pression et les relations de dépendance qu'il entretient avec l'ancienne puissance coloniale, pourquoi le pouvoir n'organise-t-il pas de véritables dialogues inclusifs. Et quand il n'est pas organisé sous la pression d'un pays du Nord, l'objectif poursuivi est, selon Moussa Diop, de « museler l'opposition avec la promesse d'un gouvernement d'union nationale qui cachait des pièges politiques ».

En réalité, ce type de dialogue-spectacle n'était pas nécessaire si les membres de l'élite dirigeante respectaient la loi fondamentale et une alternance au pouvoir par un système électoral libre et avec une certaine transparence. Un régime qui respecte la loi fondamentale, la séparation des pouvoirs politiques, la justice libre et le respect des libertés des citoyens, le dialogue est plus fluide. Pouvoir et opposition jouent les rôles qui leur correspondent : diriger le pays et critiquer, informer les citoyens et proposer un autre programme à l'électorat. Moussa Diop (2020) affirme que « s'il est correctement géré, le dialogue pourrait entraîner d'importantes réformes textuelles et institutionnelles, notamment en ce qui concerne le code électoral, les exigences de la candidature à la présidence de la République, le renforcement du statut de l'opposition et de son chef, le rôle et la place des partis politiques dans le processus électoral, le fonctionnement des institutions de l'État, la place et le statut du ministre de l'Intérieur qui est le responsable de l'organisation des élections ».

Pour sa part, Maurille Sètondji Quenum affirme avec raison que « dans la plupart des pays, l'appel au dialogue politique n'intervient souvent que comme la solution ultime à une « apocalypse sociopolitique » imminente ou avérée ». La principale raison de l'organisation de dialogue dans les pays, cités dans l'article, résulte d'une tension sociopolitique ; qui pourrait être évitée si les institutions fonctionnaient suivant l'ordre constitutionnel en vigueur. Or dans un régime autoritaire, l'ordre constitutionnel n'est qu'une formalité. L'effectivité de la constitution et le fonctionnement des institutions sont bloqués par la logique d'un pouvoir autoritaire dont l'action politique ne repose pas sur un cadre constitutionnel. Pour la politologue camerounaise Marie-Louis Eteki Otabela, qui a étudié le système politique au Cameroun, le dialogue ne peut des résultats concrets dans les rapports politiques entre un régime au pouvoir et une opposition, aspirant à gouverner. Reprenant son analyse, beaucoup de régimes africains postcoloniaux sont autoritaires. Comment peuvent-ils réussir un dialogue franc ?

Maurille Sètondji Quenum précise, avec clarté, que « dans les conditions actuelles, il est peu probable que les dialogues politiques aient un sens réel et aboutissent à une résolution pérenne des crises qui se multiplient sur le continent ». Cet auteur distingue différents types de dialogues : 1° construit, 2° calculé, 3° consensus pratique, 4° consensus stable, 5° consensus fragile, 6° consensus réfléchi, 7° consensus complet, 8° consensus stable, 9° faux consensus. Compte tenu des situations politiques et sociales et les résultats désastreux de la politique des gouvernants de ces pays, les types de dialogue dominants sont : le dialogue calculé (par un président qui veut contrôler la vie politique sur la violence) et le faux consensus (par une opposition, corrompue dont le pouvoir pour le pouvoir est son but ultime).

Par la manière d'organiser et les résultats ou non-résultats sur le plan institutionnel et politique, le dialogue dans ces trois pays visait à domestiquer les contestations



sociopolitiques, à divertir l'opinion publique nationale et à imposer comme l'affirme le politologue Camerounais Luc Sindjoun des « normes de formulation et d'accomplissement de ses revendications propres à garantir la continuité politique ».

A l'évidence, c'est sous la pression de leurs parrains que les gouvernements de ces pays organisent plus une messe qu'un vrai dialogue.

Comme nous invite Sy Ousmane, dans le continent africain, la gestion de la cité doit être fondée sur une nouvelle gouvernance s'inspirant des dynamiques locales et des solutions étrangères.

## **Conclusion**

Les dialogues, qui ont eu lieu au Cameroun, en Guinée Conakry, en République de Djibouti et au Tchad, n'ont abouti aucun résultat concret sur le plan institutionnel et sociopolitique. Les régimes autoritaires ont gagné du temps pour divertir non seulement une partie de l'opposition, qui a participé au dialogue, mais aussi ce qu'on appelle les partenaires internationaux pour ne pas dire ceux qui appuient les régimes autoritaires ou nazis selon l'expression Marie-Louise Eteki Otabela. Au Tchad, il y a un pré-dialogue au dialogue, prévu en septembre 2022. Les participants.es ne trouvent pas un point de sortie à la crise actuelle du pays.

Plus qu'un dialogue, on a assisté à des rencontres médiatisées entre un pouvoir autoritaire, une partie de l'opposition et une partie des acteurs.es la société civile. Convoquées par le pouvoir en place, elles sont sous son contrôle. Comme les pays cités dans l'analyse, ces rencontres sont l'expression d'une stratégie politique par l'imposition d'un agenda et des priorités. La recherche d'une certaine légitimité a dominé les débats plus que l'amélioration du fonctionnement institutionnel et sociopolitique des pays.

Dans ces pays les crises constitutionnelles et politiques perdurent. Malgré les promesses sur une résolution pacifique des crises, les opposants.es sont poursuivis.es ; il n'y a pas de respect du cadre constitutionnel. Les participants.es de l'opposition et de la société civile sont tombés.es dans un piège tendu par le pouvoir. Le contexte sociopolitique n'a pas changé après les dialogues.

On ne peut que constater que le dialogue, quels que soient la durée, le nombre de participants.es et la participation d'un partenaire étranger, n'a pas donné lieu à une renaissance de l'action politique, des réformes institutionnelles et de nouvelles règles du jeu politique.

Les dialogues dans ces pays sont décrétés par les présidents, qui ont violé les constitutions et les droits et libertés fondamentaux des citoyens.es, proclamés dans les constitutions. Dès lors ils ne peuvent constituer des signes d'ouverture dans des pays où les opposants.es subissent la violence des régimes autoritaires et sont condamnés.es par une justice au service du pouvoir. On peut affirmer qu'il fut une diversion de l'élite politique dirigeante. Selon Magnus Biaga Chienku, ce sont des dialogues « biaisés », parce que les présidents et les membres de son parti se sont portés à la fois juges et

parties. Comment des responsables politiques, déconnectés.es de la réalité de leurs sociétés peuvent-ils/elles refondre la vie politique de leurs pays ? Me dialogue serait une opportunité politique pour des dirigeants.es, qui n'ont pas une légitimité populaire.

Au vu des résultats de ces dialogues, on peut affirmer avec Achille Mbembe, que l'autoritarisme des régimes politiques n'a pas disparu et que le problème de gouvernance se pose toujours dans ces pays.

Un dialogue, qui n'aboutit pas à une résolution des crises sociopolitiques, n'est en fait qu'une diversion.

Au lieu de tels spectacles, fallait-il nous ressourcer du dynamisme de nos sociétés et de nos traditions de dialogue.

## **Bibliographie**

Akindès Francis, *Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone*, 1996, Paris, éd. Karthala.

BerghofFoundation Operations GmbH, Manuel de dialogue national. Guide à l'attention des praticiens, Septembre 2017.

Chaffrelot Christophe, *Démocraties d'ailleurs*, Paris, Karthala, 2000

Daloz Jean-Pascal, Patrick *Quantin*, *Transitions démocratiques africaines*, Paris, Karthala, 1997.

EtekiOtabela Marie-Louise, *Le totalitarisme des Etats africains : le cas du Cameroun*, Paris, L'harmattan 2001.

Loada, Augustin; Wheatley, Jonathan, *Transitions démocratiques en Afrique de l'Ouest Processus constitutionnels, société civile et institutions démocratiques*, L'harmattan, 2014

in [https://base.afrique-gouvernance.net/docs/loada\\_transitions\\_democratiques\\_en\\_afrique\\_de\\_l\\_ouest\\_processus\\_constitutionnels\\_societe\\_civile\\_et\\_institutions\\_democratiques1.pdf](https://base.afrique-gouvernance.net/docs/loada_transitions_democratiques_en_afrique_de_l_ouest_processus_constitutionnels_societe_civile_et_institutions_democratiques1.pdf), consulté le 15 janvier 2015.

MaurilleSètondjiQuenum, Dialogue politique en Afrique : solution ou impasse démocratique ? 5 septembre 2016, in <https://www.wathi.org/laboratoire/grand-large/dialogue-politique-afrique-solution-impasse-democratique/>, consulté le 12 avril 2017.

Mbembe Achille, Traditions de l'autoritarisme et problème de gouvernement en Afrique Subsaharienne, *Afrique et développement*, XVII (1), 1992, pp. 37-64.

Moussa Diop, Le Sénégal et son dialogue politique national à l'heure de la démocratie inclusive, janvier 2020, in <https://www.wathi.org/laboratoire/tribune/le-senegal-et-son-dialogue-politique-national-a-lheure-de-la-democratie-inclusive/>, consulté le 30 mars 2021.

Petrich Cynthia, Le conflit anglophone au Cameroun, un dialogue sans partenaire, Notes de l'Ifri, octobre 2019.

Sénégal : quel dialogue national pour apaiser les tensions politiques ? 30 mai 2023, in <https://information.tv5monde.com/afrique/senegal-quel-dialogue-national-pour-apaiser-les-tensions-politiques-2642361>, consulté le 15 juillet 2023.

Sidonie Noël Wilwert-Bela, Ledialogue national au Cameroun : limites et perspectives pour une sortie de crise, NDR n°56, décembre 2020, in

<https://www.thinkingafrica.org/V2/wp-content/uploads/2020/12/NDR-56.pdf>, consulté le 3 février 2021.

Sindjoun Luc, Cameroun : le système politique face aux enjeux de la transition démocratique (1990- 1993), *Afrique politique*, 1994, Paris, Karthala, pp. 143-144.

Sy Ousmane, *Reconstruire l'Afrique : vers une nouvelle gouvernance fondée sur les dynamiques locales*, Bamako, Jamana, C.L. Meyer impr. 2009.